



HAL
open science

La catastrophe comme construction du champ médiatique. L'éboulement de Fourvière (1930) à travers la presse écrite
Emmanuel Martinais

► **To cite this version:**

Emmanuel Martinais. La catastrophe comme construction du champ médiatique. L'éboulement de Fourvière (1930) à travers la presse écrite. Favier R., Granet-Abisset A.-M. Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité, Grenoble, CNRS-MSH-Alpes, pp.93-114, 2005. hal-00507145

HAL Id: hal-00507145

<https://hal.science/hal-00507145>

Submitted on 30 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dans : Favier R., Granet-Abisset A.-M. (dir.), *Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité*, Grenoble, CNRS-MSH-Alpes, 2005, p. 93-114.

La catastrophe comme construction du champ médiatique. L'effondrement de Fourvière (1930) à travers la presse écrite

Emmanuel MARTINAIS

Chargé de recherches

Laboratoire RIVES, UMR CNRS 5600, Vaulx-en-Velin

Résumé

La diversité des parutions de la presse locale et nationale au lendemain de la catastrophe de Fourvière (13 novembre 1930) montre à quel point ce type d'événement n'existe qu'à travers le regard que l'on porte sur lui. Fruit d'une interprétation et d'une mise en discours, la catastrophe est une construction qui repose sur des représentations, des images, des témoignages, des écrits caractéristiques d'une époque, d'une société et des institutions qui les produisent (au rang desquelles les organes d'information occupent une position particulière). Chaque quotidien construit ainsi sa propre réalité selon un ensemble de dispositions liées à la nature du journal, à sa position dans le champ médiatique de l'époque, à ses orientations idéologiques et politiques et à sa plus ou moins grande proximité avec le pouvoir local. La catastrophe est donc aussi objet de débat et de conflits de définition qui ne sont pas simplement l'expression libre d'opinions différentes. L'enjeu est ici clairement politique puisqu'à travers la représentation de la catastrophe qu'un journal donné tente d'imposer à ses lecteurs, il s'agit aussi de légitimer ou à l'inverse de disqualifier le pouvoir politique en place.

Si la catastrophe est d'abord un fait qui peut être décrit dans sa réalité matérielle, elle comporte également une dimension imaginaire et affective qui se double généralement d'une dimension sociale (Berlioz & Quenet, 2000). La catastrophe implique la conscience, la prise en compte par les médias et suscite des sentiments contradictoires portés par l'imaginaire des différentes catégories sociales : “ or conscience, imaginaire, communication sociale impliquent eux-mêmes l'existence du langage ; et c'est pourquoi une catastrophe au sens social du terme est toujours une mise en discours ” (Bozonnet, 1994, p. 30). Discours de l'après, la catastrophe prend corps dans le regard que l'on porte sur elle, dans les illustrations et les récits par lesquels elle est restituée. Elle n'est donc pas une donnée ou un fait qui s'imposerait objectivement mais une construction qui repose sur des représentations, des images, des témoignages et des écrits caractéristiques d'une époque et d'une société.

Ainsi définie, la catastrophe peut être considérée comme un événement qui prend place dans une histoire, un fragment de réalité perçue qui n'a aucune autre unité que le nom qu'on lui donne (Farge, 2002). Mais appréhender la catastrophe comme un événement, c'est explicitement reconnaître la difficulté de l'isoler de sa médiatisation. A ce sujet, Pierre Nora remarque que dans la première moitié du XX^e siècle certains événements relèvent tout entiers de la presse écrite : “ A elle paraît revenir, en propre, un type d'événements, ceux où les faits se dérobent et qui appellent la critique de l'information, la confrontation des témoignages, la dissipation du secret maintenu par les démentis officiels, la mise en cause de principes qui font appel à l'intelligence et à la réflexion, l'appel obligé à un savoir préalable que seule peut fournir et rappeler la presse écrite. Car du journal local au quotidien national, de l'organe à gros tirage à l'hebdomadaire d'opinion, l'imprimé seul dispose d'une gamme de virtualités sans rivales, un éventail exceptionnellement riche de manipulation de la réalité ” (1974, p. 289).

L'éboulement qui, dans la nuit du 12 au 13 novembre 1930, emporte une partie du quartier Saint-Jean, au cœur du centre historique de Lyon (cf. récit du commandant Mazars et figure 1), fait à l'évidence partie de ces événements qui n'échappent pas à cette construction médiatique de la “ réalité ” évoquée par Pierre Nora. C'est ce que nous souhaitons montrer maintenant, à partir de l'image que la presse écrite a donnée de cette catastrophe deux semaines durant¹. Après avoir fait le constat qu'il y a presque autant de catastrophes que de journaux pour la restituer et que ces diverses représentations sont fortement déterminées par un ensemble de dispositions liées à la nature de chaque journal, à sa position dans le champ médiatique, à ses orientations idéologiques et politiques et à sa plus ou moins grande proximité avec le pouvoir local², nous verrons que cette construction fait aussi l'objet de débats, de conflits de définition et de polémiques qui ne sont pas simplement l'expression libre d'opinions différentes. L'enjeu de ces luttes est clairement politique puisqu'à travers la représentation de la catastrophe qu'un journal donné tente d'imposer à ses lecteurs, il s'agit aussi de justifier, de légitimer ou à l'inverse de disqualifier les pouvoirs institués.

¹ Notre analyse repose sur le traitement comparé d'environ soixante-dix éditions quotidiennes et hebdomadaires de journaux locaux (*Le Progrès*, *Le Nouvelliste*, *Lyon Républicain*, *Le Salut Public*, *Le Nouveau Journal*, *La République Lyonnaise*, *Le cri de Lyon*) et nationaux (*Le Figaro*, *Le Temps*, *L'Humanité*). Une grande partie de ce matériau écrit a été recueillie, classée et archivée par Sébastien Sonrel en 2002 dans le cadre de son Travail de fin d'études de l'École nationale des travaux publics de l'État (Sonrel, 2002). Nous tenons donc à le remercier deux fois : tout d'abord, pour avoir constitué cette importante base documentaire, et ensuite, pour nous avoir permis de l'utiliser.

² Le fait de devoir limiter notre analyse à ces déterminismes objectifs (rapports de concurrence, orientations idéologiques et partisans, proximité plus ou moins grande avec les pouvoirs institués) nous enferme dans une conception du champ médiatique qui, de toute évidence, ne rend compte que très imparfaitement de la réalité de l'activité journalistique, y compris de cette époque. Pour dépasser cette limite, il aurait fallu pouvoir rendre compte des pratiques quotidiennes de la presse écrite en ce début de siècle, de la façon de travailler des journalistes, de leurs modes d'accès à l'information (notamment dans ce contexte très spécifique d'après-catastrophe), de leurs trajectoires, etc., autant d'éléments qui déterminent aussi la façon dont les événements sont problématisés et construits au sein des rédactions pour être ensuite restitués aux lecteurs.

1. Des journaux et des catastrophes

Parce qu'elle révèle des mécanismes jusque-là invisibles et déplace des représentations tenues pour acquises, la catastrophe a pour conséquence de réactiver la nécessité du sens (Coanus, Duchêne & Martinais, 2000). Pour reprendre une idée d'Alban Bensa et Eric Fassin, elle manifeste à elle seule une rupture d'intelligibilité : “ l'évidence habituelle de la compréhension est soudain suspendue (...). Le sens devient incertain. Loin d'interpréter comme nous le faisons quotidiennement, sans y songer ou presque, tout à coup, nous ne sommes plus assurés de nos grilles de lecture. Tandis que nous vivons d'ordinaire dans le régime de ce qui va sans dire, nous voici plongés avec l'événement dans le régime extraordinaire de ce qui ne sait plus se dire ” (2002, p. 8). La catastrophe impose donc à ceux qui la vivent d'établir de nouveaux principes d'intelligibilité, de définir de nouvelles “ grilles de lecture ” qui permettent de délivrer une signification à ce qui n'en a pas encore. Ce processus cognitif est particulièrement visible dans les restitutions de la catastrophe de Fourvière que nous livre la presse écrite de l'époque. Chaque quotidien, dont la fonction est justement de rendre compte de ce qui est en train d'advenir et de proposer à ses lecteurs avides d'information des clés de compréhension et d'interprétation, propose ainsi sa version des faits selon une organisation séquentielle et thématique du récit qui réduit immédiatement l'événement à ses contours les plus saillants (ou jugés comme tels par la rédaction en fonction de critères qui lui sont propres).

*Le Progrès*³, par exemple, choisit dans un premier temps de mettre en valeur le récit de l'éboulement tragique (agrémenté des témoignages poignants de quelques rescapés), puis la mise en place des équipes de sauveteurs, le démarrage des opérations de déblaiement pour “ *tirer d'affaire ceux que le flot de terre a broyés*⁴ ” — plus d'une trentaine de personnes selon ses premières estimations, dont dix-neuf pompiers et quatre gardes cyclistes — et les toutes premières découvertes de corps sans vie. Ce faisant, il plante le décor de ce qui est en train de se jouer : “ *l'affreuse tristesse du tableau de désolation* ” qui s'offre aux regards des témoins, comme abasourdis par “ *ce coup de bêche géant qui a tranché le sol, rejetant au bas une motte énorme de verdure et de gravats* ”. La destruction des immeubles, le cratère laissé par le glissement des terres et l'effroi des habitants du quartier appellent alors les images d'événements assimilés dans la mémoire collective aux plus hauts registres du malheur : les “ *grands cataclysmes* ” ou les horreurs de la guerre, celles du “ *champ de bataille* ” ou de la fuite éperdue des populations devant les combats ou les bombardements.

Puis les heures et les jours passant, *Le Progrès* privilégie nettement certains aspects de la catastrophe, comme les travaux de secours et de recherche des victimes ensevelies sous les décombres. Chaque jour, une partie importante du récit est consacrée à l'organisation et à l'avancement du chantier de déblaiement (cf. figure 2), à la description minutieuse des techniques employées, du matériel utilisé, des difficultés qui se posent et des résultats obtenus. Deux points sont systématiquement soulignés : la permanence de la menace que les constructions abîmées par l'éboulement et la colline font peser sur les travailleurs occupés aux travaux de secours d'une part, et d'autre part, l'ardeur et le courage de ces mêmes sauveteurs qui, le plus souvent au péril de leur vie, “ *viennent travailler là, de tout leur cœur, sans demander de paye à quiconque* ” et trouvent dans ce “ *dur labeur une magnifique occasion de dépasser leur besoin de dévouement* ”. L'émotion des premières heures suscitée par la violence, l'ampleur et la singularité du phénomène laisse progressivement la place à un autre registre de l'affect, supposé lui aussi tenir le lecteur en haleine : l'attente angoissée d'un nouveau malheur qui si l'on en croit le quotidien pourrait bien se produire — “ *une nouvelle avalanche de matériaux écrasant de*

³ Avec un tirage avoisinant les 200 000 exemplaires par jour, *Le Progrès* occupe à ce moment-là une position dominante dans le paysage médiatique lyonnais. Comme la plupart des quotidiens régionaux de l'entre-deux-guerres, il affiche des orientations partisans très claires (radicales en l'occurrence) et un engagement avoué pour une personnalité politique locale, à savoir Edouard Herriot qui est aussi maire de la ville depuis près de vingt-cinq ans (Martin, 2002).

⁴ Pour toutes les citations extraites des journaux, la date de parution ne sera indiquée qu'à partir du moment où cela ne gêne pas trop la lecture.

nouvelles maisons ” ou “ *le renversement des pans de mur au pied desquels les travailleurs insoucieux poursuivent leur tâche* ” —, mais aussi l’attente angoissée de la prochaine découverte macabre qui offre à chaque fois un “ *spectacle déchirant* ”.

Tandis que chaque journée de travail des sauveteurs apporte son lot de cadavres, la chronique mortuaire, la mise à jour régulière du “ *bilan funèbre* ”, puis au bout de quelques jours, l’organisation et le déroulement des obsèques sont trois thèmes qui occupent une place de plus en plus importante dans les colonnes du *Progrès*. Huit jours après l’effondrement, l’actualité de la catastrophe se réduit d’ailleurs quasiment à cet unique sujet : les préparatifs des funérailles nationales qui seront faites aux “ *victimes du devoir* ” (les pompiers et les gardes cyclistes érigés en “ *héros* ” pour l’occasion), la recherche deux jours durant du dernier pompier enseveli sans le corps duquel la cérémonie ne peut être célébrée, puis sa découverte, et enfin, comme une sorte d’apothéose, les “ *émouvantes funérailles des héros du devoir* ” du 25 novembre qui marquent, pour *Le Progrès* comme pour beaucoup de ses concurrents d’ailleurs, la fin de la catastrophe de Fourvière.

Passons maintenant aux autres journaux parus durant ces deux semaines de novembre 1930. Si *Lyon Républicain* (vieux quotidien d’orientation radicale lui aussi, en déclin à l’époque), *Le Salut Public* (journal d’abonnés destiné à la bourgeoisie commerçante et industrielle) et *Le Nouveau Journal* (quotidien républicain de Lyon, du sud-est et du centre, plutôt d’inspiration catholique) nous proposent une représentation finalement assez proche de celle du *Progrès* (à quelques nuances près quand même⁵), il en va tout autrement du *Nouvelliste*⁶ qui entend se démarquer très nettement de cette “ catastrophe officielle ”. Prenons l’exemple remarquable des travaux de secours : quand *Le Progrès*, *Lyon Républicain* ou *Le Nouveau Journal* évoquent “ *des tranchées qui se creusent à vue d’œil* ” et nous décrivent un chantier bien organisé et bien dirigé, soulignant l’effort continu des sauveteurs et l’efficacité des autorités publiques toujours promptes à prendre la bonne décision pour garder la maîtrise de la situation, *Le Nouvelliste* insiste de son côté sur la lenteur des travaux, ces “ *fouilles qui ne peuvent s’effectuer qu’au prix de mille difficultés et avec des temps d’arrêt très fréquents* ”, sur l’insécurité à laquelle on expose sans attention particulière les travailleurs occupés au déblaiement, sur les hésitations et les incertitudes auxquelles sont confrontés tous ceux qui dirigent les opérations, et le cas échéant, sur les erreurs d’appréciation et l’incompétence de ces mêmes dirigeants.

Mais là où *Le Nouvelliste* s’oppose le plus distinctement à la restitution officielle des faits, c’est sur la question des responsabilités — qui n’est d’ailleurs jamais évoquée dans *Le Progrès* autrement qu’à travers le compte-rendu (succinct) qui est donné tous les jours de l’enquête judiciaire. Sur ce point, la position du *Nouvelliste* ne souffre d’aucune ambiguïté : “ *La lettre du maire, saisissant brusquement le Parquet de l’affaire et réclamant sur-le-champ une enquête "sur les circonstances et sur les causes quelles qu’elles soient", rompt les silences et désigne elle-même cette responsabilité, c’est-à-dire celle de la Ville, en l’occurrence celle de la municipalité* ” (édition du 16 novembre).

Sur ce terrain des responsabilités, *Le Nouvelliste* trouve d’ailleurs quelques alliés de circonstance, aussi déterminés que lui à dénoncer la faute des pouvoirs en place : *La République Lyonnaise* qui, comme son nom ne l’indique pas, se pose en tant qu’organe d’information royaliste ; *Le cri de Lyon*, hebdomadaire critique d’information ; et surtout *L’Humanité* qui affiche d’emblée son intention “ *de ne rien laisser au hasard pour découvrir et dénoncer les causes de la catastrophe* ”. Dès le lendemain de l’effondrement, le quotidien du Parti Communiste évoque d’ailleurs “ *l’écrasante responsabilité des*

⁵ S’agissant du *Nouveau Journal* par exemple, le récit accorde un intérêt plus grand (par esprit charitable sans doute) au sort des sinistrés qui ont tout perdu ou qui sont obligés d’abandonner leur foyer suite aux ordres d’évacuation d’une partie du quartier, et à travers eux, aux hommes d’église qui répondent présent pour soulager leurs souffrances et les aider à surmonter ce moment difficile.

⁶ Quotidien de droite fondé en 1879, organe conservateur du patronat catholique, *Le Nouvelliste* dont le tirage avoisine les 100 000 exemplaires à l’époque est le principal concurrent régional du *Progrès*, sur le plan commercial comme sur le plan idéologique et politique.

pouvoirs publics” et dénonce “ *une exploitation honteuse des morts par les politiciens et le clergé*⁷ ” dans le but de “ *cacher l’incurie et l’imprévoyance* ”. D’édition en édition, *L’Humanité* apporte ainsi la preuve, selon “ *les fruits de sa propre enquête qui va à l’encontre du silence de la presse bourgeoise* ”, que la catastrophe est au moins autant le résultat d’un manque de prévoyance des services de la ville que la conséquence de “ *la politique de bluff et de prestige de la municipalité* ” qui, depuis de trop nombreuses années, privilégie “ *la ville bourgeoise, le Lyon des riches et des banquiers* ” au détriment “ *du vieux quartier, noir et sale, et des logements sordides dont Herriot se fiche*⁸ ”.

Au-delà de l’aspect nécessairement caricatural ou radical de certaines mises en récit, ce tour d’horizon médiatique montre bien comment un même événement est en mesure de susciter des types d’interprétation complètement différents d’un journal à l’autre, voire contradictoires dans certains cas. Pour le dire à la manière d’Arlette Farge, la catastrophe ne contient en elle-même aucune neutralité : “ aucun événement ne peut se définir sans prendre en compte l’état des dominations et des soumissions au sein de la société, la multiplicité des injonctions face à l’ordre social, les situations économiques et politiques qui l’ont généré et celles, si différentes, sur lesquelles il va soudainement surgir puis durer ” (2002, p. 78). Derrière les différents modes de traitement de la catastrophe de Fourvière, il est effectivement possible d’apercevoir les dispositions propres à chaque journal, voire des groupes sociaux en lutte pour imposer leur vision de la réalité — vision intéressée et liée à des systèmes d’intérêts socio-économiques pour parler comme Patrick Champagne (1999). Mais l’événement médiatique se construit aussi à travers un ensemble d’interactions entre une représentation de la catastrophe que l’on pourrait qualifier “ d’officielle ” et toutes les autres représentations qui ont cours au même moment.

2. Un point de vue constructiviste de la catastrophe : “ l’officielle ” et les autres

Plusieurs exemples permettraient d’illustrer le fait que cette “ catastrophe officielle ”, c’est-à-dire la représentation de l’événement que tentent d’imposer les journaux les plus proches de la municipalité (comme *Le Progrès*, *Lyon Républicain* et dans une moindre mesure *Le Nouveau Journal*⁹), ne se construit pas indépendamment des représentations proposées par les autres quotidiens. Parmi tous ces exemples, nous n’en retiendrons qu’un seul qui nous paraît particulièrement bien éclairer la façon dont la vision de tel ou tel journal politiquement engagé s’élabore, jour après jour, en réaction ou en réponse aux visions répandues par ses concurrents. Il s’agit de la sécurité du chantier de déblaiement

⁷ Notons que si *L’Humanité* ne rechigne pas à attaquer les institutions religieuses, ce n’est bien évidemment pas le cas du *Nouvelliste* qui, compte tenu de ses positions, a plutôt tendance à se féliciter de leur action.

⁸ Fort des intérêts et des groupes sociaux qu’il entend défendre, le journal communiste est le seul à vraiment s’intéresser à la situation des rescapés et des sinistrés (environ deux mille personnes), à rendre compte de leurs problèmes et à se faire l’écho de leurs revendications. Car avant d’être le drame qui endeuille les héroïques pompiers et leurs familles, les notables locaux, la population lyonnaise et même la Nation tout entière, la catastrophe de Fourvière telle qu’elle est restituée par *L’Humanité* est d’abord celle des habitants du quartier populaire de Saint-Jean, ceux qui ont succombé dans l’éboulement comme ceux qui ont à souffrir matériellement et financièrement de ses conséquences. “ *20 000 mètres cubes de terre et de boue ensevelissent un quartier ouvrier au pied de la colline de Fourvière* ”, titre le premier jour le quotidien, comme s’il lui fallait rappeler que ce sont bien les classes laborieuses les victimes de cette catastrophe, comme en d’autres lieux elles peuvent l’être du capitalisme.

⁹ L’existence d’un consensus de fond ou d’une perspective générale commune à ces différents quotidiens n’exclut pas, bien au contraire, un certain pluralisme d’opinion exprimant les différentes thématisations et nuances d’une même conception fondamentale. Car comme l’explique parfaitement Alain Accardo dans son analyse des pratiques journalistiques, si ces médias s’adressent aux différentes fractions des classes sociales et se doivent de refléter la diversité effective des intérêts et des valeurs de ces différents groupes sociaux, “ cette diversité n’empêche pas que les bourgeoisies, petites et grandes, nouvelles et traditionnelles aient en commun une même volonté de préservation de l’ordre existant, avec une tendance plus ou moins étroitement conservatrice pour les groupes les plus dominants et une tendance plus ou moins vigoureusement réformatrice pour les autres, selon le degré d’accumulation des capitaux économiques et culturels auxquels elles sont respectivement parvenues ” (1995, p. 37).

et du danger que représente pour ce même chantier les bâtiments de l'hôpital des Chazeaux au pied desquels s'est déclaré le mouvement de terrain (cf. figure 3).

A l'image de la découverte progressive des victimes ensevelies ou des témoignages de rescapés, l'éventualité d'un nouveau drame qui viendrait se surajouter au premier est d'emblée considérée comme un " bon sujet " par tous les quotidiens qui, les deux ou trois premiers jours, titrent à l'unisson sur la menace d'un " *nouvel éboulement* " et d'un " *écroulement possible des Chazeaux* ". L'incertitude en ce domaine laisse une marge de manœuvre importante dans le traitement de l'information et permet aux journalistes d'évoquer le pire dans l'intention manifeste de tenir le lecteur en haleine. *Le Progrès*, qui constate que " *du flanc béant de la colline l'eau continue à descendre en torrents* ", fait état de ses craintes de voir ce déversement continu déclencher " *une nouvelle poussée des terres qui aurait pour premier signal le renversement des pans de mur au pied desquels les travailleurs insoucieux poursuivent leur tâche* ". *L'Humanité* prédit le même jour que " *l'aile gauche du vaste bâtiment de l'hospice des Chazeaux ne tardera guère probablement à s'effondrer* ", alors que *Le Nouveau Journal*, également convaincu de la chute imminente de l'hôpital, voit même dans ce drame annoncé " *ce qui donne au travail des sauveteurs son empreinte d'héroïsme* ".

Mais les jours suivants, une première ligne de fracture apparaît entre ceux qui continuent d'évoquer cette perspective désastreuse (*Le Nouvelliste*, *L'Humanité*, *Le Nouveau Journal* et *Le Temps*) et ceux qui adoptent, en réaction et parce que tel doit être l'intérêt de la municipalité à ce moment-là, un point de vue beaucoup plus rassurant. *Le Progrès*, on l'aura compris, est de ceux-là quand il décrit assez longuement tous les dispositifs de sécurité et de surveillance mis en place par les autorités publiques et les responsables des opérations de secours " *au cas où le glissement tragique s'étendrait et menacerait de nouveau le voisinage* " : mesures d'évacuation de certains immeubles voisins du site sinistré, pose de témoins, installations de projecteurs et de guetteurs chargés de donner l'alerte au moindre signe annonciateur de danger (cf. figure 4). Le danger est donc toujours bien présent, mais compte tenu des dispositions prises par la municipalité, " *il ne semble pas que l'on doive s'en inquiéter* ". Et même si certains bâtiments des Chazeaux présentent à l'évidence des signes de faiblesse, un " *examen minutieux du terrain et du bâtiment* " par l'ingénieur en chef de la ville (M. Chalumeau) a montré que la partie de l'hôpital condamnée " *devra culbuter dans le cratère qui s'ouvre immédiatement au-dessous* " et " *n'aura sans doute aucune répercussion sur le Chemin Neuf car le trou béant qui l'attend tout près en absorbera le volume et le choc* ".

Bien évidemment, ce point de vue est loin d'être partagé par tous les journaux qui s'expriment au même moment sur le sujet. On assiste d'ailleurs à une reconfiguration des positions respectives et une deuxième ligne de partage se dessine entre les quotidiens qui prennent clairement le parti du *Progrès* pour inscrire leur récit de l'événement dans cette perspective plutôt rassurante et bienveillante à l'égard de l'action municipale (*Lyon Républicain*, *Le Salut Public* puis *Le Nouveau Journal*), ceux qui ne s'engagent pas vraiment et proposent un regard plus neutre (*Le Temps* et *Le Figaro*), et enfin, ceux qui tentent de retourner les arguments avancés par les premiers pour montrer au mieux l'insouciance des autorités devant l'ampleur du drame annoncé, au pire leur incapacité à s'en prémunir. *L'Humanité*, pour qui " *les récentes évacuations ordonnées par les services publics attestent du péril* ", se fait ainsi l'écho des " *cris de colère* " et des " *malédiction contre les responsables de la municipalité* " qui retentissent dans la foule qui se masse tous les jours aux abords du site sinistré et de tous ces habitants du quartier Saint-Jean qui " *ne partagent ni l'optimisme de l'architecte Chalumeau, ni celui de la presse régionale qui les engage à dormir sur leurs deux oreilles* ". Dans un registre semblable, le *Nouvelliste* nous parle de cette " *opinion officielle* " selon laquelle " *les Chazeaux proprement dits (...) sont suffisamment implantés dans le sol pour qu'on n'ait pas à redouter leur écroulement à l'improviste* ". Mais c'est pour aussitôt nous engager à ne lui accorder qu'un crédit très relatif : " *Car si, sur le chantier de la Tramassac, on demande l'opinion personnelle de l'un ou de l'autre des divers ingénieurs qui dirigent les travaux, tous s'accordent à dire que l'hôpital des Chazeaux n'est plus si solide qu'on veut bien le dire* ".

Une fois le problème posé en ces termes, le débat ne porte plus sur la réalité du danger auquel sont exposés les sauveteurs et les habitants du quartier, mais bien sur la capacité de la municipalité à anticiper l'éventualité d'un nouvel éboulement et assurer la protection de ces mêmes sauveteurs et habitants. Pour les uns, il s'agit de discréditer la version " officielle " des faits en rappelant continuellement ce qui est en jeu — la vie de centaines d'hommes en l'occurrence — et en arguant du manque d'efficacité des mesures mises en place par la municipalité. Pour les autres, il s'agit au contraire de rendre compte (parfois même à l'excès) des propos lénifiants des autorités municipales et de travailler, plusieurs jours durant, à convaincre le lecteur de l'efficacité du dispositif de surveillance supposé garantir la sécurité du chantier de déblaiement.

On le voit bien à travers cet exemple, plus le temps passe et plus les mises en récit (plutôt convergentes au départ) ont tendance à se différencier les unes des autres, puis à se radicaliser pour enfin se stabiliser, au bout de plusieurs jours, autour d'un clivage opposant très distinctement les protagonistes de la catastrophe " officielle " ainsi constituée et ses principaux détracteurs. Quand au bout du compte *Le Nouvelliste* et *L'Humanité* s'efforcent de faire l'événement avec l'intention manifeste de susciter l'indignation de leurs lecteurs respectifs et de discréditer l'action des pouvoirs institués, *Le Progrès*, *Lyon Républicain* ou *Le Nouveau Journal* s'attachent en réalité à le défaire, en le vidant de tout ce qui pourrait mettre en cause trop explicitement les autorités publiques en général et la municipalité en particulier. Comme l'explique Pierre Nora, " l'événement est toujours révolutionnaire, il est le grain de sable dans la machine, l'accident qui bouleverse et prend au dépourvu " (1974, p. 298). C'est pourquoi les pouvoirs institués, par la voie des organes d'information qui leur sont dévoués, éprouvent le besoin de s'en défendre en élaborant ce point de vue " officiel " que nous venons d'évoquer. La catastrophe et sa définition renvoient donc aussi, pour partie, à des enjeux propres au champ politique local.

3. De la crise politique à la focalisation médiatique sur les causes de l'éboulement

Si l'on observe les rapports de force au sein du Conseil municipal de Lyon au moment où survient la catastrophe de Fourvière, on constate que la situation n'est pas très favorable à Edouard Herriot. En effet, celui-ci doit compter sur la coalition des radicaux et des modérés pour conserver une courte majorité sur ses adversaires de la SFIO. Derrière le drame du quartier Saint-Jean et la campagne de déstabilisation engagée par *Le Nouvelliste* et *L'Humanité*¹⁰ se profile donc la menace socialiste avec tout ce que cette perspective peut avoir de vaguement terrifiant pour les groupes sociaux et les intérêts représentés par le maire. Une possible conquête de la mairie de Lyon par la SFIO inquiète d'ailleurs jusqu'au préfet du Rhône qui en réfère au ministre de l'Intérieur et président du Conseil (André Tardieu), dans un rapport qui résume assez bien la situation politique locale au lendemain de l'éboulement :

" Une attaque mettant en cause l'administration municipale dans la catastrophe de Fourvière, lui reprochant de n'avoir pas effectué des travaux d'assainissement, de n'avoir pas dès longtemps fait évacuer tout un quartier de la Ville, peut mettre le Maire en mauvaise posture. Certains de ses amis n'ont parfois qu'un courage civique bien timide ; il suffirait que l'un d'eux se croit malade ou se trouve empêché pour que M. Herriot ne voit plus derrière lui la majorité du Conseil : il démissionnerait. Le départ de M. Herriot entraînerait vraisemblablement à brève échéance une dissolution du Conseil municipal et s'il ne consentait pas à prendre la tête des forces anti-sociales, ce sont les SFIO qui occuperaient la mairie¹¹ " .

Comme le laisse entendre le préfet dans ce rapport, les accusations à l'encontre d'Edouard Herriot et de son administration portent essentiellement sur deux points : le fait que la catastrophe était prévisible

¹⁰ Notons au passage que si le quotidien du patronat catholique et le journal communiste tiennent des positions assez semblables à l'égard de la municipalité, on ne peut pas imaginer que ce soit pour les mêmes raisons.

¹¹ Rapport du 22 novembre 1930 (Archives départementales du Rhône, 1M-356).

et que la municipalité n'a pas su ou voulu voir les signes annonciateurs du drame. S'appuyant notamment sur le fameux rapport Depéret¹², les principaux détracteurs d'Edouard Herriot reprochent à la municipalité de n'avoir rien entrepris pour lutter contre le travail d'affouillement des eaux souterraines mis en évidence par le géologue quelques années plus tôt, ou pire, d'avoir pris des mesures allant à l'encontre de ce que le bon sens préconisait de faire.

Violamment mis en cause par une partie de la presse, le maire de Lyon et les principaux responsables de l'administration municipale se trouvent au centre d'une crise politique dont l'issue paraît bien indécise. D'autant que la municipalité s'est toujours bien gardée de faire quoi que ce soit pour résoudre un problème par ailleurs assez mal perçu avant que ne survienne la catastrophe (Martinais, 2001). Ne pouvant en aucun cas se disculper sur le terrain de l'action, les pouvoirs institués sont donc contraints d'organiser leur défense par d'autres moyens, comme celui qui consiste à proposer au plus grand nombre une explication des causes de l'éboulement dans laquelle les représentants de la municipalité ne tiennent aucun rôle. De fait, les diverses interprétations du phénomène qui fleurissent dans les colonnes des journaux acquis à la cause d'Edouard Herriot sont toujours de nature à décharger l'administration municipale de la plus grande partie des responsabilités évoquées par les adversaires du maire de Lyon.

Les deux ou trois premiers jours, on remarque par exemple que *Le Progrès*, *Lyon Républicain* et *Le Nouveau Journal* associent la catastrophe à un coup du destin. Ils présentent le glissement des terres comme relevant de la fatalité, comme un mécanisme qui ne serait régi que par les lois imprévisibles de la nature, voire comme un phénomène quasi-divin sur lequel l'homme n'aurait aucune prise. Dans ce registre interprétatif qui se construit sur une forme particulière d'opposition entre nature et culture (Signorelli, 1992), la nature tient donc le rôle du coupable tout désigné. Parce que cette tragédie symbolise “*l'aveugle opposition de la nature aux desseins et aux réalisations de l'homme*”, *Le Progrès* nous invite par exemple à rechercher la signification de l'événement du côté “*de l'action sournoise et imprévisible des eaux souterraines*”, de ce “*ravinement hypocrite*” ou de “*la fureur aveugle des éléments insensibles aux souffrances humaines*”.

Mais pour tous ceux qui ne sauraient se satisfaire de ce type d'interprétation, les quotidiens engagés dans cette vaste entreprise de réhabilitation de la municipalité proposent aussi des explications alternatives qui sont cette fois l'œuvre de savants faisant autorité dans leur domaine. *Le Progrès* et *Le Nouveau Journal* citent par exemple, dans la même édition du 17 novembre, l'opinion de cet “*éminent géologue secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences*”, qui permet de penser que si ce type d'accident est “*classique*”, il l'est surtout en montagne et que par conséquent, il reste difficile à prévoir dans un contexte comme celui de Fourvière :

“*La cause de la catastrophe de Lyon semble bien celle que l'on a dite par ailleurs. Il s'agit là d'un accident classique (...). Le sol de Fourvière est de formation glaciaire, bloc de rocher et d'argile, terrain très hétérogène où les eaux cherchent leur voie, d'où bousculade, bousculade qui se produit fréquemment dans les vallées des Pyrénées, des Alpes, où on ne les remarque bien que lorsqu'une maison bâtie (...) en est la victime : ce qui n'est pas toujours le cas. Au surplus, dans la plaine, pas de danger*”.

Dans tous les cas de figure envisagés, l'eau semble porter toute la responsabilité de la catastrophe. L'eau qui circule, qui ruisselle et qui s'accumule dans le sous-sol de la colline est partout désignée comme la cause principale de l'éboulement. Plusieurs hypothèses sont même avancées pour expliquer sa présence massive en ces terrains pentus. Celle de “*ces géologues*” dont nous parle *Le Progrès*, pour qui “*le sommet de la colline de Fourvière peut être considéré comme une sorte de réservoir*

¹² Si *Le Nouvelliste* et *L'Humanité* citent abondamment le rapport que cet ancien doyen de la Faculté des sciences adressait au maire de Lyon le 12 mai 1925 suite à un affaissement de terrain montée du Chemin Neuf, seule *La République Lyonnaise* le publie *in extenso* dans son édition du 29 novembre 1930. Dans cette étude, le géologue met notamment en évidence l'influence néfaste des nappes aquifères (poches d'eau prisonnières du sous-sol) et des écoulements souterrains sur la stabilité des versants de la colline.

d'eau filtrant constamment et ruisselant sur le versant ". Celle d'Edouard Herriot lui-même qui croit savoir, dans *Lyon Républicain* du 17 novembre, " *qu'une poche d'eau glaciale inconnue de tout le monde* " existe quelque part dans le sous-sol de la colline. Celle d'un certain docteur Burgat qui révèle l'existence d'un " *souterrain de deux cents mètres qui s'étend sous la colline au niveau de la rue Tramassac et qui est terminé à son extrémité par une pièce d'eau dont on ne connaît pas l'étendue* ". Celle enfin que tentent de confirmer les autorités municipales quelques jours après le drame et qui mettrait en cause " *la rupture d'une conduite en poterie déversant les eaux d'un réservoir situé à l'extrémité nord des bâtiments des Chazeaux au bas de la montée du Chemin Neuf* ".

Cette vérification, plutôt concluante si l'on en croit les éditions du *Progrès* et de *Lyon Républicain* du 17 novembre, n'empêche pourtant pas ces mêmes quotidiens d'avancer une autre explication quelques jours plus tard. Cette fois, la raison invoquée est le raccordement, au tout début du siècle, des habitations au système municipal d'adduction d'eau et les mesures d'interdiction qui frappèrent l'usage des puits, sources et fontaines au même moment. Pour *Le Progrès*, la relation de cause à effet est d'autant plus évidente qu'Edouard Herriot, maire de Lyon depuis 1905, ne peut être tenu pour responsable de ces décisions : " *lorsqu'en 1900 fut ordonnée dans tout Lyon, par mesure d'hygiène, la fermeture de ces fontaines, les propriétaires en obstruèrent l'issue. L'eau des sources ne trouvant plus cet exutoire affouilla le sous-sol de dangereuse façon* ". La même explication est d'ailleurs reprise par *Le Nouveau Journal* qui regrette que ces fontaines aient été " *assez maladroitement obstruées* " et par *Lyon Républicain* qui rappelle que " *cette fermeture, ordonnée par l'administration municipale entre 1900 et 1905, n'a pas été accompagnée des travaux de canalisation nécessaires pour empêcher l'eau de se répandre dans le sous-sol* ".

La crise politique suscitée par l'éboulement amène donc l'ensemble des journaux d'information à se focaliser durablement sur les origines de l'éboulement et partant, sur les phénomènes hydrogéologiques à l'œuvre dans le sous-sol de la colline. De nombreuses explications sont ainsi formulées qui donnent à voir des réalités bien différentes de l'événement, conçues là encore pour servir des intérêts antagonistes. Il reste néanmoins que ce régime d'explications, par sa densité, contribue à l'établissement de nouveaux principes d'intelligibilité que l'on pourrait résumer par cette formule de *L'Humanité* dans son édition du 19 novembre : " *sur les causes de l'éboulement, tout le monde est fixé. Sources, souterrains, canalisations ou citernes, on sait qu'il s'agit d'eau* ". S'il ne fallait retenir qu'un seul trait saillant du traitement médiatique de la catastrophe de Fourvière, ce serait certainement celui-là : la popularisation du rôle néfaste joué par les eaux souterraines comme réponse à la nécessité de préserver les pouvoirs en place de cette autre catastrophe que représenterait la perte de la mairie.

4. Conclusion

L'analyse de la production journalistique consacrée à l'éboulement du quartier Saint-Jean nous invite à adopter un point de vue constructiviste de la catastrophe. Comme en atteste les différents exemples mobilisés à l'appui de ce texte, la catastrophe de Fourvière n'est pas donnée une fois pour toute mais bien construite, jour après jour, par les récits des multiples journaux engagés dans le travail de restitution et d'explicitation des faits constitutifs de l'événement. L'hétérogénéité des points de vue et des représentations montre en effet que le contenu même de la catastrophe et sa signification ne font pas consensus. Car si toutes les interprétations proposées par les organes de presse procèdent d'un même objectif (fournir aux lecteurs des grilles de lecture et des principes d'intelligibilité), elles ne servent pas le même projet : pour les uns, il s'agit de faire l'événement dans le but explicite de discréditer les pouvoirs institués ; pour les autres, il s'agit de le défaire avec l'intention manifeste de préserver les intérêts qui se trouvent directement menacés par l'éboulement et ses implications sociales. Ce faisant, le traitement médiatique de la catastrophe s'organise selon trois types de logiques : des logiques propres à chaque organe de presse (principes d'organisation interne, ligne

éditoriale, type de lectorat visé, importance et fréquence du tirage, orientations idéologiques et partisans, etc.) ; des logiques propres au champ médiatique qui se caractérise à l'époque par un grand nombre de quotidiens locaux, une concurrence acharnée et pour la plupart des journaux, un rôle clairement affiché de porte-parole de tel ou tel groupe social, groupe d'intérêts économiques ou personnalité politique ; et enfin, des logiques plus politiques puisque le processus par lequel se construit la catastrophe reste très largement influencé par la situation politique locale et le rapport de force entre les différentes composantes du Conseil municipal.

Références

- ACCARDO A. dir. (1995), *Journalistes au quotidien. Essais de socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, Editions Le Mascaret, 258 p.
- BENSA A., FASSIN E. (2002), “ Les sciences sociales face à l'événement ”, *Terrain*, n° 38, p. 5-20.
- BERLIOZ J., QUENET G. (2000), “ Les catastrophes : définitions, documentation ”, in FAVIER R., GRANET-ABISSET A.-M. dir., *Histoire et mémoire des risques naturels*, Grenoble, MSH-Alpes, p. 19-37.
- COANUS T., DUCHENE F., MARTINAIS E. (2000), *La ville inquiète. Développement urbain, gestion du danger et vie quotidienne sur trois sites “ à risque ” de la grande région lyonnaise (fin XIX^e — fin XX^e)*, ENTPE, Laboratoire RIVES, rapport pour le programme “ Génie urbain et environnement ” du contrat de plan État-Région Rhône-Alpes, 621 p.
- BOZONNET J.-P. (1994), “ L'imaginaire social de la catastrophe. Éléments de réflexion ”, in CHAM'S, *Enseigner les risques naturels. Pour une géographie physique revisitée*, Montpellier/Paris, Anthropos, p. 21-43.
- CHAMPAGNE P. (1999), “ Les médias et les risques ”, in Séminaire du Programme Risques Collectifs et Situations de Crise, *Actes de la treizième séance*, Grenoble, CNRS, p. 13-44.
- FARGE A. (2002), “ Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux ”, *Terrain*, n° 38, p. 69-78.
- MARTIN M. (2002), *La presse régionale. Des Affiches aux grands quotidiens*, Fayard, 501 p.
- MARTINAIS E. (2001), *Les sociétés locales à l'épreuve du risque urbain. Un siècle de gestion du danger dans deux contextes de l'agglomération lyonnaise (fin XIX^e — fin XX^e siècle)*, Thèse de géographie, Université Jean Monnet Saint-Etienne, 665 p.
- NORA P. (1974), “ Le retour de l'événement ”, in LE GOFF J., NORA P. dir., *Faire de l'histoire*, vol. I : *Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, p. 285-308.
- SIGNORELLI A. (1992), “ Catastrophes naturelles et réponses culturelles ”, *Terrain*, n° 19, p. 147-158.
- SONREL S. (2002), *La presse écrite, spéculative ou spéculatrice ? Analyse de trois catastrophes lyonnaises*, mémoire de Travail de fin d'études, ENTPE, 127 p.

Annexe : Récit de la catastrophe de Fourvière par M. Mazars, commandant des sapeurs-pompiers (source : Archives municipales de Lyon)

« Il est une heure moins cinq lorsque l'alerte retentit dans la caserne des pompiers de la Madeleine (...). Le poste de police de la mairie du 5^e arrondissement vient de prévenir qu'un accident grave — des maisons écroulées, des victimes — s'est produit montée du Chemin Neuf, vers la rue Tramassac. Deux minutes plus tard, un piquet de la 2^e compagnie, soit 14 sapeurs, commandé par le capitaine Rochat, accourt sur les lieux (...).

La nuit est noire, et bien que le ciel soit d'une grande limpidité, l'éclairage public ne permet guère de se rendre compte de ce qui s'est passé : la rue Tramassac est alors complètement libre, et l'hôtel du Petit Versailles encore intact. Mais en arrière des maisons se sont effondrées, et des gens, surpris dans leur sommeil, appellent sous les décombres. Une trentaine d'autres ont déjà quitté précipitamment leur logis. La situation paraît si grave que Rochat appelle son commandant, M. Pégout, et des renforts.

A 1h15, le commandant Pégout arrive rue Tramassac. En compagnie de Rochat, il s'apprête à contourner le pâté de maisons par la montée du Chemin Neuf pour se rendre compte de la situation des immeubles effondrés. Ils ont à peine fait quelques mètres dans la montée, qu'ils sont arrêtés par une énorme masse de terre d'où s'échappe un ruisseau qui s'écoule dans le caniveau. Pégout croit à une rupture de canalisation puisqu'il fait prévenir le service des Eaux d'arrêter la distribution dans tout le quartier. En même temps, il alerte les autorités municipales. Il est 1h25.

L'effondrement semble alors localisé sur les arrières de l'hôtel du Petit Versailles sis aux 6 et 8 rue Tramassac, car Rochat vient prévenir Pégout que des appels "au secours" se font entendre dans la cour. Tous deux essaient d'y pénétrer par l'allée, mais celle-ci est complètement obstruée par de la terre !... Il leur faut appliquer des échelles contre la façade jusqu'au premier étage, traverser une chambre, puis un couloir, et une seconde chambre donnant sur la cour. Pégout ouvre la fenêtre : toute la cour est comblée par de la terre, à la hauteur du premier étage ; sur la gauche, elle la surplombe même d'environ quatre mètres. C'est de là que viennent les cris.

Des appareils d'éclairage sont installés et l'on s'affaire pour dégager les ensevelis. Deux piquets de sapeurs sont à l'œuvre ainsi que quatre gardiens de la paix cyclistes (...). Rochat peut espérer dégager assez rapidement les victimes. Aussi approuve-t-il le commandant Pégout quand ce dernier lui fait part de son intention d'aller reconnaître par le haut de la montée l'ampleur de l'éboulement, qu'il est alors impossible d'estimer (...). Mais il n'a pas fait 200 mètres dans la plus grande obscurité qu'il doit s'arrêter, la chaussée se dérobe sous ses pas, il n'y a à l'emplacement du Chemin Neuf qu'un énorme trou...

Il n'a plus qu'à faire marche arrière. Mais à peine a-t-il parcouru 50 mètres qu'un son étrange se fait entendre : d'abord simple bruissement, il va en s'amplifiant jusqu'à faire croire au grondement d'un torrent (...). Prévoyant une seconde catastrophe, il se précipite rue Tramassac...

En effet, vers 1h50, une nouvelle masse de terre s'est détachée de la colline, écrasant tout le bâtiment en façade de l'hôtel du Petit Versailles, en même temps qu'une partie des immeubles voisins, le 4 et le 10 appelé "couvent des Dames de Sion" et occupé par des femmes âgées. Tous les sauveteurs qui travaillent dans la cour de l'hôtel et dans les étages supérieurs sont précipités sous le choc jusqu'au pied du "mur romain" en face et ensevelis sous les décombres et la terre qui montent dans la rue à la hauteur d'un premier étage !... ».